bulletin nyéléni

Numéro 9, avril 2012
www.nyeleni.org
info@nyeleni.org

Illustrations réalisées par Anna Loveday-Brown

Editorial – Accaparement des terres

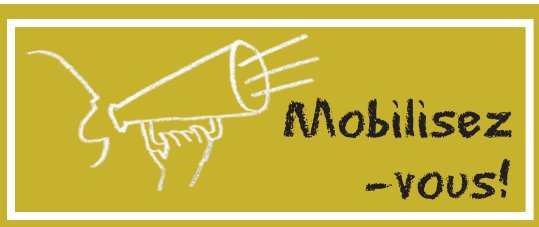
«Notre détermination à nous tenir debout et à planter nos pieds sur notre terre détermine la force avec laquelle battront les cœurs de nos enfants.»
Poolly Koutchak, Unalakleet, Alaska

En ce mois d'avril, la Banque Mondiale organise sa conférence annuelle sur les terres et la pauvreté. C'est un événement de taille importante rassemblant des bureaucrates internationaux, des représentants gouvernementaux, des personnels académiques orthodoxes, quelques grosses ONG et le secteur privé. Sous le titre *Gouvernance des terres dans un environnement en mutation rapide* ils discuteront, parmi d'autres sujets, de la manière de gérer les défis de gouvernance soulevés par les gros investissements agricoles. **Soit plus clairement comment continuer l'accaparement par les investisseurs privés des terres et de l'eau des populations locales, en prétendant aider les pauvres.** En avril également se tiendra un processus de consultation du Fonds Monétaire International (FMI) sur la meilleure utilisation des ressources naturelles pour améliorer les niveaux de vie dans les pays en développement. Le FMI cherche à réexaminer ses recommandations sur l'usage des ressources naturelles dans le développement, en raison de l'augmentation de l'importance des ressources naturelles dans de nombreuses économies. En dépit des conséquences désastreuses, les Institutions Financières Internationales (IFI) continuent à exercer une influence réglementaire de fait dans la gouvernance internationale des terres et des ressources naturelles. **Cette position est profondément illégitime.** Un petit groupe de pays riches défendant les intérêts privés du monde des affaires, de la finance et de leurs technocrates pensent avoir le droit de prendre des décisions concernant nos terres et nos territoires.

Mais cette influence réglementaire a commencé à être remise en cause : le 9 mars dernier, le *Comité de la sécurité alimentaire mondiale* (CSA) a achevé les négociations intergouvernementales sur les *Directives volontaires de la FAO pour améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, pêches et forêts*, dans le cadre de la Sécurité Alimentaire Nationale. Avec le succès de ces négociations, suite à un processus participatif qui a duré presque trois ans, le CSA a montré sa capacité à mener des négociations multilatérales avec une large participation sociale pour discuter et proposer des solutions à l'un des plus urgents problèmes de notre temps. Les *Directives* contiennent des points importants qui serviront de support aux organisations dans leur lutte pour assurer la prise en compte et l'utilisation des ressources naturelles pour produire une alimentation de meilleure qualité, et aider ainsi à réduire la faim en s'attaquant aux racines du problème. Le CSA est un nouvel espace international avec des règles plus démocratiques qui permettent aux organisations représentants les populations de contester les recettes et les lois des IFI. **Ceci est une première étape vers la démocratisation des processus de prise de décision liés à l'alimentation et à l'agriculture au niveau international.**

Avril est aussi le mois de la lutte paysanne internationale. La Via Campesina a appelé tous ses membres et alliés, mouvements de pêcheurs, organisations de travailleurs agricoles, groupes environnementaux, organisations de femmes et mouvements de justice sociale *à opposer une résistance populaire massive à l'accaparement des terres, au contrôle des entreprises sur les terres et les ressources naturelles, et à défendre l'agriculture familiale et la production alimentaire à petite échelle en tant modèle le plus soutenable socialement, économiquement et environnementalement pour l'utilisation des ressources et la garantie d'un droit à l'alimentation pour tous.* **Agissons !**

Sofia Monsalve
FIAN International



17 avril
Journée internationale des luttes paysannes

22 avril
Journée internationale de la Terre

23 - 26 avril
Conférence annuelle de la Banque Mondiale sur les terres et la pauvreté – Agissons contre l'hypocrisie de la Banque Mondiale et ses sept principes sur l'Investissement Agricole Responsable !

20 - 22 juin
Sommet pour la Terre Rio+20 - Rio de Janeiro, Brésil

En route vers Rio! Compte-à-rebours des principaux évènements http://www.etcgroup.org/upload/ETC_rio20_maplist_v8_4web.pdf

Abonnez-vous en ligne!

www.nyeleni.org

Aidez-nous à construire le mouvement pour la *Souveraineté Alimentaire*.
Chaque contribution compte: Soutenez le bulletin Nyéléni.

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
Bénéficiaire: Asociación Lurbide – El Camino de la Tierra
IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009
BIC/SWIFT code: CCRTIT2T84A

Appel de Dakar contre les accaparements de terres

Nous avons tous le devoir de résister et d'accompagner les peuples qui se battent pour leur dignité !

Lors du *Forum Social Mondial* de Dakar, au Sénégal, en février 2011, plusieurs mouvements sociaux, organisations de petits producteurs et d'autres organisations de la société civile ont publié un appel collectif contre les accaparements de terres. Plus de 870 organisations ont déjà signé cet appel.

Arrêtons l'accaparement des terres, lisez et signez la pétition ici :
http://www.dakarappeal.org/index.php/fr/

Qui sommes-nous?

Le Bulletin Nyéléni se veut la voix du mouvement **international** pour la Souveraineté Alimentaire. Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Nous encourageons la reproduction gratuite la circulation et l'échange de ce document. Nous vous demandons simplement d'en mentionner l'origine.

17 avril: Journée internationale des luttes paysannes

La terre aux paysans et paysannes!

Le 17 avril a été déclaré Journée internationale des luttes paysannes, pour commémorer le massacre, en 1996, de dix-neuf paysannes et paysans brésiliens qui luttaient pour leurs terres et pour la justice sociale. Chaque année, à cette date, des actions et des évènements sont organisés à travers le monde, en défense des paysannes et des paysans qui luttent pour leurs droits.

Ces dernières années, nous avons souffert de la mise en œuvre de nouvelles politiques et d'un nouveau modèle de développement basé sur l'expansion des plantations et l'expropriation des terres. Ce phénomène est connu sous le nom d'accaparements de terres. (…) *Ce mouvement de concentration de la propriété qui a provoqué l'expulsion de leurs terres et le déplacement forcé des populations locales - en premier lieu les paysannes et les paysans - engendre des violations des droits humains et notamment des droits des femmes. Il a provoqué une augmentation de la pauvreté et de la fracture sociale à travers le monde tout en contribuant quotidiennement à aggraver la pollution de l'environnement (…).*

Dès lors, La Via Campesina appelle tous ses membres et allié(e)s, les mouvements de pêcheurs artisanaux, les organisations de travailleurs et travailleuses agricoles,les étudiant(e)s et les groupes de défense de l'environnement, les organisations de femmes et les mouvements pour la justice sociale à se joindre à elle en cette journée du 17 avril, et à organiser des actions partout dans le monde pour faire entendre massivement la voix de la résistance populaire contre les accaparements de terres et pour renforcer la lutte contre la mainmise des entreprises privées sur les terres et les ressources naturelles. **Unissons-nous et luttons toutes et tous ensemble:**

- *Pour mettre fin aux accaparements de terres et pour reprendre le contrôle des terres spoliées - la terre doit appartenir à celles et à ceux qui la travaillent.*
- *Pour mettre en oeuvre une réforme agraire intégrale afin d'apporter la justice sociale en milieu rural.*
- *Pour mettre fin au contrôle exercé par une poignée d'investisseurs et de sociétés transnationales sur les vies de milliards de personnes.*
- *Pour s'opposer aux «principes d'investissement agricoles responsables» proposés par la Banque mondiale, étant donné qu'il ne pourra jamais être «responsable» de laisser des investisseurs et des multinationales s'emparer des terres des paysannes et des paysans.*
- *Pour renforcer et promouvoir un modèle de production agricole basé sur l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire.*

Voyez ce que vous et votre organisation pouvez faire: http://www.viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1212:call-for-april-17-international-day-of-peasant-struggl&catid=26:17-april-day-of-peasants-struggle&Itemid=33.

Alliance paysanne *Stop aux accaparements des terres*

Il y avait un accord unanime lors de la Conférence au Mali, que les paysans et paysannes devaient être le moteur de cette *Alliance paysanne "Stop aux accaparements de terres"*. Ainsi l'Alliance sera constituée des organisations paysannes et groupes locaux paysans qui luttent sur le terrain contre les accaparements des terres. Les ONGs et d'autres structures sont invitées à exprimer leur soutien en signant l'*Appel de Dakar* et, selon leur possibilité soutenir physiquement, moralement, matériellement, financièrement les actions et stratégies qui répondent aux préoccupations et aux projets des communautés paysannes, des organisations paysannes en lutte sur le terrain. Elles peuvent aussi aider à rendre visible les combats et créer par exemple un lien de leur page web vers le blog de l'Alliance paysanne www.stopauxaccaparementsdesterres.over-blog.com

Ces fonds de pensions qui achètent des terres agricoles

De nombreux types de milieux d'affaires rejoignent aujourd'hui la course au contrôle – ou à la prise de parts financières – sur les terres agricoles partout dans le monde: multinationales de l'agroalimentaire étasuniennes, fonds souverains asiatiques, banques de développement européennes, groupes africains de capital-investissement, etc[1]. Parmi les investisseurs institutionnels – entreprises qui gèrent l'argent d'autres personnes – **les fonds de pensions constituent le plus gros groupe distinct achetant des terres agricoles.** En 2011, les fonds de pensions détenaient 30.000 milliards de dollars des États-Unis d'actifs – trois fois plus que tous les fonds souverains, les fonds de capital-investissement et les fonds de couverture réunis[2]! Sur lesquels environ 15 à 20 milliards de dollars US étaient liés à l'acquisition de terres agricoles, du Brésil à l'Afrique de l'ouest. Les terres agricoles sont une nouvelle source de profit pour ces multinationales en raison de la crise alimentaire (prix hauts), de la crise financière (besoin d'investissements refuges) et de la crise climatique (ressources en terre et en eau sous tension). Elles ont maintenant faim de terres agricoles pour profiter de trois sources de revenu possibles: acheter les terres et les revendre (à un prix plus élevé); la louer en retour aux producteurs; prendre une part des ventes de la production des exploitations, en général sur le marché d'exportation mondial. Les fonds de pension annoncent qu'ils pourraient doubler leur présence dans les terres agricoles dans les 3 à 5 ans.

Plusieurs organisations et mouvements de populations sentent que la campagne mondiale pour arrêter l'accaparement des terres devrait s'intéresser urgemment aux fonds de pension. Non seulement car ils sont gros, **mais parce que c'est notre argent.** Les fonds de pension s'accaparent les terres avec les économies des travailleurs retraités. Récemment, des groupes basés en Europe ont commencé à travailler sur le sujet. Ils vont créer de la documentation et commencer une action politique pour sortir les fonds de pension européen des investissements dans les terres agricoles et la spéculation sur l'alimentation.[3] Les pensions doivent être protégées, mais pas en investissant dans des usines agricoles contrôlées par des entreprises. **Nous avons au contraire besoin d'encourager les investissements sociaux utiles dans les petites exploitations, les marchés locaux et la souveraineté alimentaire.**

1 - En février 2012, GRAIN a publié une nouvelle liste de plus de 400 cas d'accaparement de terres dans le secteur alimentaire partout dans le monde. Il liste qui acquière des terres où, pour combien d'argent et dans quel but. Voir http://www.grain.org/e/4479.
2 - Voir GRAIN, «Pension funds: Key players in the global farmland grab», Juin 2011, http://www.grain.org/e/4287.
3 - Contact <daniel.pentzlin@foeeurope.org>.

Stop à l'accaparement des terres !

En novembre 2011, plus de 250 fermiers de 30 pays différents ont participé à la première *Conférence paysanne internationale pour arrêter l'accaparement* des terres à Sélingué, au Mali. A la clôture de la conférence, les participants ont lancé une *Alliance Mondiale contre l'Accaparement des Terres* (*voir encadré 2*) menée par des paysans en collaboration avec un large éventail de mouvements sociaux et d'organisations. L'événement était organisé par la Conférence Nationale malienne des Organisations Paysannes (CNOP) et par La Via Campesina en réponse à l'appel de Dakar contre l'accaparement des terres et pour la défense de la souveraineté alimentaire, des biens communs et des droits des petits producteurs aux ressources naturelles. Dans la déclaration de la conférence, les participants s'engagent à résister à l'accaparement des terres par tous les moyens possibles, à soutenir tous ceux qui se battent contre cet accaparement, et à exercer une pression sur les gouvernements nationaux et les institutions internationales pour qu'ils remplissent leurs obligations à assurer et soutenir les droits des peuples. «*Nous nous engageons tout particulièrement à:*

- *Organiser les communautés rurales et urbaines afin de lutter contre les accaparements de terres sous toutes leurs formes;*
- *Renforcer les capacités de nos communautés et de nos mouvements à revendiquer, récupérer et défendre nos droits, nos terres et notre accès aux ressources naturelles;*
- *Obtenir et pérenniser, au sein de nos communautés, les droits des femmes pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles;*
- *Sensibiliser le public au fait que l'accaparement des terres est une source de crises qui affectent l'ensemble de la société;*
- *Construire des alliances entre les différents secteurs, les groupes de population, et les régions afin de mobiliser nos sociétés en vue de mettre fin à l'accaparement des terres;*
- *Renforcer nos mouvements afin de mieux promouvoir et parvenir à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à une véritable réforme agraire».*

Lisez la déclaration de la conférence et faites partie de l'Alliance Mondiale contre l'accaparement des terres: http://www.viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1154:stop-land-grabbing-now&catid=23:agrarian-reform&Itemid=36

Pour la souveraineté alimentaire: stop à l'accaparement de l'eau!

Du 14 au 17 mars, plus de quatre mille personnes de 90 pays se sont rassemblés à Marseille pour participer au *Forum Alternatif Mondiale sur l'Eau* (FAME). Le *Forum Mondial sur l'Eau des Peuples* tenait tête au *Forum Mondial commercial sur l'Eau*, qui était rassemblé par le Conseil Mondial de l'Eau (CME), think-tank au service des milieux d'affaires. Mais au-delà de lancer un défi et de dévoiler l'illégitimité et l'agenda de privatisation du CME, les mouvements pour la justice de l'eau ont proposé une nouvelle vision et une nouvelle culture de l'eau, ainsi que des alternatives concrètes à la privatisation et la marchandisation. Le message du FAME est clair: **défendre, se réapproprier, et redéfinir l'eau publique!** Le FAME a aussi été un terrain fertile de rassemblement et de convergence de plusieurs mouvements – le mouvement contre les barrages, paysans et paysannes, militants de la justice climatique, femmes, militants contre les industries d'extraction, etc. du Sud et du Nord. Plusieurs thèmes ont été discutés, parmi lesquels le droit à l'eau, l'économie verte, Rio +20, les femmes et l'eau, et le futur des mouvements de l'eau. Déclarations et documentation disponibles sur www.fame2012.org.

Lisez l'analyse des *Directives volontaires pour améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, pêches et forêts* **au début du mois de mai** dans la page web du MSC http://www.csm4cfs.org/policy_working_groups-6/land_tenure-6/